

Brésil : les autochtones font entendre leur voix

Partage international n° 299 - Juillet 2013

Le sort des populations autochtones du Brésil est en jeu. Après qu'un groupe de manifestants indigènes aient réoccupé le barrage de Belo Monte, un tribunal d'Altamira leur a ordonné de partir ou de se voir éliminé physiquement par la police. Ils ont répondu en déchirant l'ordre, refusant de partir, et en exigeant que Gilberto Carvalho, le chef de cabinet de la présidente Dilma Rousseff, vienne à leur rencontre.

Leur lettre au gouvernement brésilien (lettre n° 8, du 29 mai 2013) expliquait :

« Le massacre a été annoncé et seul le gouvernement peut empêcher cette issue. Nous avons occupé le site de construction du barrage de Belo Monte. Nous défendons nos terres. Ces anciennes terres ont toujours été les nôtres et vous en avez déjà pris une partie. Et maintenant vous essayez d'en prendre plus. Nous ne partirons pas [...]. Le gouvernement doit venir ici et nous entendre. Vous connaissez déjà notre plan d'action. Nous exigeons la suspension de tous les travaux et études de barrages sur nos terres. Nous exigeons le retrait de la Force nationale de nos terres. Ces terres sont les nôtres. Vous avez déjà suffisamment gaspillé nos terres. Vous voulez que nous soyons dociles et calmes, obéissant à votre civilisation sans question. Mais dans la situation actuelle, nous savons que vous préférez nous voir

morts parce que nous faisons du bruit. »

En réponse à cette lettre, Gilberto Carvalho et le gouvernement brésilien ont tenu une réunion le 4 juin 2013, avec 141 représentants des groupes ethniques autochtones Munduruku, Xikrin, Arara et Xipaya.

Après la réunion, le groupe a envoyé une nouvelle lettre communicant sa décision collective : *« Nous comprenons que nous sommes maîtres de notre destin et nous voulons que la Constitution de 1988 soit respectée, garantissant l'organisation sociale indigène, les coutumes, les langues, les croyances et les traditions, en tant que peuple autochtone, le droit sur nos terres et le droit de ne pas en être chassés, ainsi que le respect des autres lois qui nous protègent. Nous demandons donc une déclaration officielle du gouvernement brésilien précisant si notre décision finale sera respectée, et si le processus de consultation proposé se fera de manière contraignante et autonome. »*

Lieu : Belo Monte, Brésil

Sources : AmazonWatch.org

Thématiques : [peuples et traditions](#)

Rubrique : [La voix des peuples](#) (Cette rubrique est consacrée à une force en plein développement dans le monde. La voix du peuple ne cessera de s'amplifier jusqu'à ce que, guidés par la sagesse de Maitreya, les peuples conduisent leurs gouvernements à créer une société juste dans laquelle seront respectés les droits et les besoins de tous.)